

Cote du document: EB 2017/LOT/P.2/Rev.1
Date: 6 avril 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à l'État plurinational de Bolivie en faveur du Programme relatif aux accords inclusifs concernant la transformation et la commercialisation des graines andines et des fruits amazoniens et visant à augmenter les revenus des petits producteurs

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Arnoldus Hameleers
Chargé de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +591 2214 6360
courriel: a.hameleers@ifad.org

Laure Martin
Attachée de programme
téléphone: +39 06 5459 2341
courriel: l.martin@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du programme	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du programme	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du programme	6
A. Coût du programme	6
B. Financement du programme	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	10
Appendices	
I. Accord de financement négocié	1
II. Logical framework (Cadre logique)	15

Sigles et acronymes

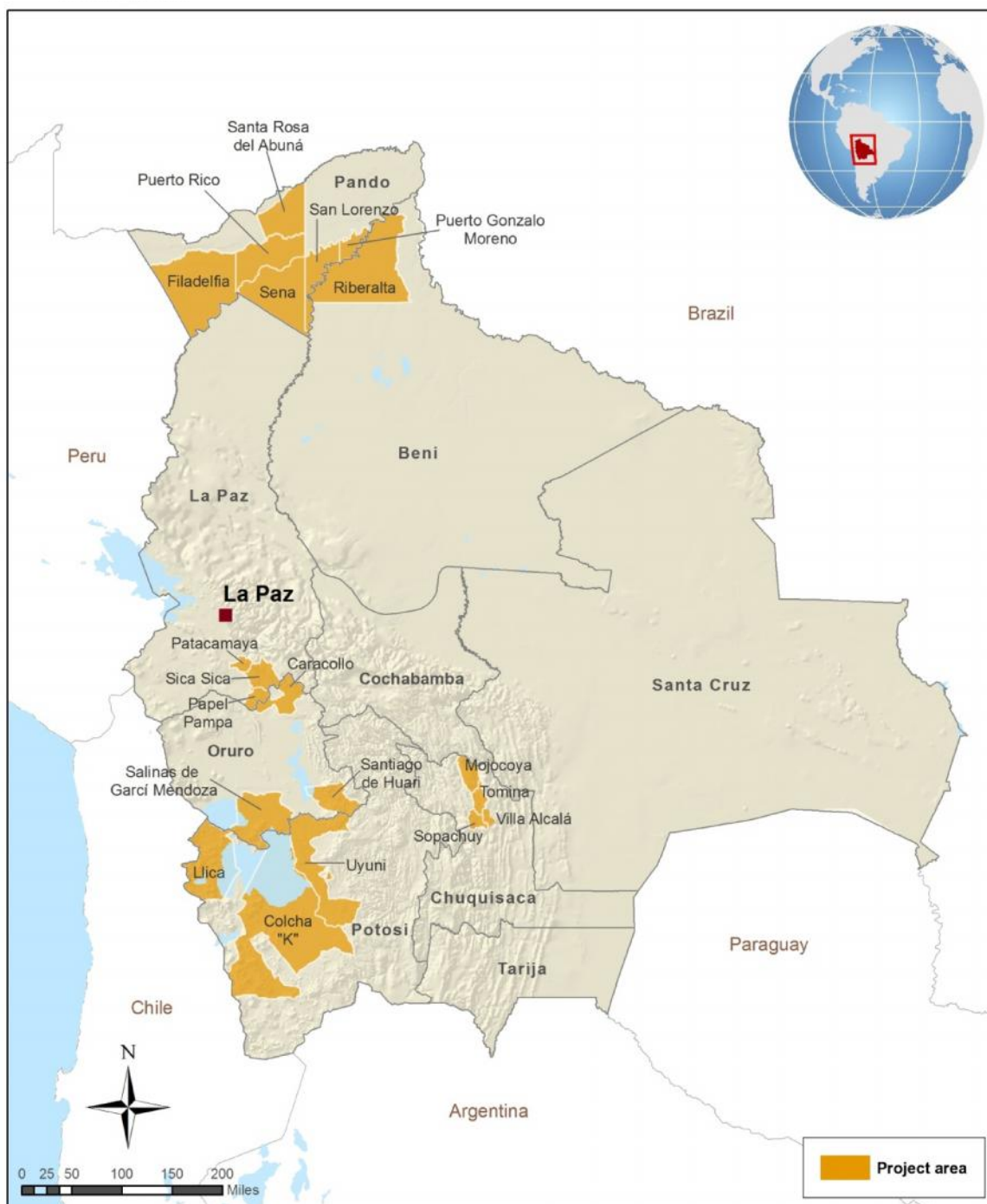
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
MDPEP	Ministère du développement productif et de l'économie plurielle
PDES	Plan de développement économique et social
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
TRIE	Taux de rentabilité interne économique
UEP	Unité d'exécution du programme

Carte de la zone du programme

Bolivie

Programme relatif aux accords inclusifs concernant la transformation et la commercialisation des graines andines et des fruits amazoniens et visant à augmenter les revenus des petits producteurs

Note conceptuelle



Source: FIDA; 10/01/2017

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

État plurinational de Bolivie

Programme relatif aux accords inclusifs concernant la transformation et la commercialisation des graines andines et des fruits amazoniens et visant à augmenter les revenus des petits producteurs

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	État plurinational de Bolivie
Organisme d'exécution:	Ministère du développement productif et de l'économie plurielle (MDPEP)
Coût total du programme:	27,6 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	21,0 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
Contribution de l'emprunteur:	5,1 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,5 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à l'État plurinational de Bolivie en faveur du Programme relatif aux accords inclusifs concernant la transformation et la commercialisation des graines andines et des fruits amazoniens et visant à augmenter les revenus des petits producteurs, telle qu'elle figure au paragraphe 48.

Rapport du Président concernant une proposition de prêt à l'État plurinational de Bolivie en faveur du Programme relatif aux accords inclusifs concernant la transformation et la commercialisation des graines andines et des fruits amazoniens et visant à augmenter les revenus des petits producteurs

Contexte stratégique et justification

- A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural
1. Contexte économique. Au cours de la période 2006-2015, l'économie bolivienne a enregistré un taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (PIB) de 5,1%. Le PIB par habitant est passé de 1 037 USD en 2005 à plus de 3 235 USD en 2015, tandis que le taux d'inflation était estimé à 5,19% en 2016. Par suite de changements du contexte international, la croissance du PIB est tombée de 6,8% en 2013 à 4,8% en 2015. Les réserves de change ont baissé de 3 570 millions d'USD depuis la fin de 2014, mais elles restent proches de 11,5 milliards d'USD. Selon la Banque mondiale, les économies budgétaires représentent environ un cinquième du PIB, et la dette publique demeure inférieure à 40% du PIB. Le Gouvernement bolivien fait face aux changements de la situation économique internationale par une bonne gestion de la dette publique, l'investissement public et les réserves de change.
 2. Le développement agricole et rural. Depuis les années 1990, la contribution du secteur agricole au PIB s'est élevée en moyenne à 15%, composée principalement de denrées agricoles non industrielles (44%) et de produits animaux (20%). Plus de 75% de la population rurale est employée dans l'agriculture. L'analyse met en évidence la dualité de l'agriculture, qui comprend un secteur dynamique, tourné vers l'exportation, pratiquant la transformation industrielle du soja, du tournesol, du coton et de la canne à sucre, d'une part, et un vaste secteur de l'agriculture familiale approvisionnant le marché intérieur (tubercules, céréales, légumes et fruits) et participant depuis peu à l'exportation du quinoa, du café et du cacao, entre autres produits, d'autre part. Toutefois, comme le constate la Banque mondiale, le développement agricole est entravé, notamment, par l'absence d'une infrastructure d'irrigation moderne et efficace, et d'un cadre institutionnel général de gestion des ressources en eau qui freine la productivité agricole. Cependant, l'agriculture joue un rôle essentiel dans l'emploi et les revenus, en particulier pour les groupes autochtones, étant donné qu'au moins 30% de la population active totale et 75% de la main-d'œuvre rurale en dépendent encore directement ou indirectement pour leurs moyens d'existence.
 3. Pauvreté, inégalité et situation nutritionnelle. Entre 2005 et 2015, le niveau de pauvreté nationale a reculé de 60,6% à 38,6% et celui de la pauvreté extrême, de 38,2% à 16,9%. Selon les chiffres de l'Institut national de la statistique pour

2015, les taux de pauvreté restent toutefois beaucoup plus élevés dans les zones rurales, où ils sont passés de 59,94% (2013) à 55,0% (2015) de la population, et la pauvreté extrême de 38,81% (2013) à 33,3% (2015). L'indice Gini était tombé de 0,59 en 2006 à 0,48 en 2015 dans le pays et, dans les zones rurales, de 0,64 à 0,48 en 2015 (Ministère du développement productif et de l'économie plurielle [MDPEP] – 2016). Plusieurs raisons expliquent ces progrès dans la réduction de la pauvreté, notamment: i) la croissance soutenue de l'économie au cours de la décennie passée; ii) des facteurs redistributifs promus par l'investissement public dans la santé, l'éducation et l'infrastructure de production dans les zones rurales; iii) les politiques sociales et les transferts d'argent soumis à conditions; et iv) les envois de fonds en provenance de l'étranger.

4. La nutrition reflète cette situation de transition, dans laquelle les augmentations de revenus coexistent avec un certain niveau de pauvreté. En fait, le pays connaît des problèmes non seulement de sous-alimentation, mais aussi de carences en micronutriments et de surpoids/d'obésité. Dans les zones rurales, 25% des enfants de moins de 5 ans souffraient de sous-alimentation chronique en 2012, et 27% des enfants de 6 à 23 mois présentaient des carences en vitamine A, tandis que près du tiers des femmes en âge de procréer étaient anémiques. D'autre part, 56% des femmes et 48% des hommes accusent une surcharge pondérale. Ces problèmes ne sont pas liés uniquement à la pauvreté, mais aussi au manque de sensibilisation nutritionnelle et au passage à un régime alimentaire moins sain à mesure que les revenus augmentent, ce qui explique la présence simultanée de la sous-alimentation et de la suralimentation, accompagnée de carences en micronutriments.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. La justification du programme est fondée sur la nécessité: i) de remédier aux taux de pauvreté élevés dans la zone d'intervention proposée du programme, les régions des hautes terres et de l'Amazonie, où en moyenne 70,6% des besoins essentiels ne sont pas satisfaits et où la malnutrition infantile atteint des taux généralement élevés; et ii) de lever les obstacles que rencontrent les petits producteurs de grains andines et de fruits amazoniens¹ en remédiant à des facteurs tels que les coûts de production élevés, la faiblesse des superficies cultivables et la fragilité des sols, que viennent aggraver le changement climatique et la faiblesse du développement des entreprises.
6. Le choix des filières soutenues par le programme – les grains andines et les fruits amazoniens – tient compte de leur fort potentiel de création de revenus pour les petits producteurs, qui sont les principaux fournisseurs de ces produits dans les filières existantes. Toutefois, la production et la commercialisation de certains produits se heurtent à des facteurs limitatifs qui seront traités: manque de stratégies et de partenariats commerciaux; et capacités et compétences techniques et entrepreneuriales limitées.
7. Le programme est en cohérence avec les politiques et priorités du gouvernement, et il correspond aux objectifs du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats. Cette cohérence s'applique au Plan de développement économique et social (PDES), dans le cadre du Plan 2016-2020 de développement intégral pour bien vivre, et aux plans de développement territorial intégral. Le programme portera sur les objectifs suivants du COSOP axé sur les résultats: i) renforcer la production primaire afin d'améliorer la sécurité alimentaire des familles rurales; ii) promouvoir les entreprises rurales en vue d'accroître leur qualité et leur compétitivité; iii) développer les partenariats public-privé pour

¹ Graines andines: quinoa (*Chenopodium quinoa*), amarante (*Amaranthus Spp*), canahua (*Chenopodium pallidicaule*); et fruits amazoniens: noix du Brésil (*Bertholletia excelsa*), açai (*Euterpe oleracea*) et copuaçu (*Theobroma grandiflorum*).

faciliter l'accès des petits producteurs aux marchés grâce à des produits compétitifs; et iv) renforcer la gestion des ressources naturelles et la résilience face au changement climatique de façon à soutenir la durabilité de la base de production.

Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. Le programme sera exécuté dans 20 municipalités des régions de l'Amazonie, et du haut plateau et des vallées. La zone d'intervention proposée comprend sept municipalités dans la région Nord-Amazonie, soit six municipalités dans le département de Pando et une dans celui de Beni; et treize municipalités dans la région du haut plateau et des vallées, soit trois dans le département de La Paz, trois dans celui d'Oruro, trois dans celui de Potosi et quatre dans celui de Chuquisaca.
9. La zone d'intervention a été identifiée sur la base des critères suivants: i) la capacité et le volume de production primaire de certains fruits amazoniens et grains andins; ii) la vulnérabilité aux taux d'insécurité alimentaire au niveau municipal; iii) les niveaux de pauvreté rurale; iv) la vulnérabilité environnementale et climatique; et v) l'inclusion de la zone retenue dans les plans nationaux de développement.
10. D'après le recensement de 2012, la zone d'intervention comprend 314 140 habitants, soit 85 557 familles, dont 61 002 vivent dans la pauvreté (71,3%). Dans cette zone, 94,9% des habitants appartiennent à des peuples autochtones, dont 178 993 Aymaras et Quechuas, et 118 135 autres provenant de divers groupes autochtones d'Amazonie. Selon le recensement de 2012, les jeunes (de 16 à 28 ans) représentent 32,2% du total.
11. Le groupe cible du programme comprend 13 000 producteurs ruraux et leurs familles, dont 20% de jeunes et 20% de femmes. La stratégie de ciblage donnera la priorité aux producteurs ou fournisseurs autochtones organisés, ayant la capacité productive nécessaire pour fournir les matières premières, et assurera la participation effective des femmes et des jeunes de manière à améliorer leurs connaissances et leur accès à des technologies et à des marchés diversifiés.

B. Objectif de développement du programme

12. Le programme a pour but de contribuer à améliorer les conditions de vie des familles de producteurs/fournisseurs de grains andins et de fruits amazoniens dans le cadre d'une gestion durable et résiliente des ressources naturelles au sein de la zone d'intervention du programme. Son objectif de développement est d'augmenter les revenus des petits producteurs/fournisseurs organisés. À cette fin, le programme établira des accords inclusifs avec des entreprises dynamisatrices constituant des pôles de production prioritaires dans les activités après-récolte, la transformation et la commercialisation.
13. Théorie du changement. Le programme part de l'hypothèse qu'il ne suffit pas d'accroître la productivité et la production primaire, mais qu'il est également nécessaire: i) d'améliorer les activités après-récolte; ii) de mettre en place des processus de transformation innovants pour créer de la valeur ajoutée; iii) d'établir des accords inclusifs et plus équitables entre les producteurs/fournisseurs et les entreprises; iv) de développer les capacités associatives et entrepreneuriales des organisations de producteurs/fournisseurs; et v) de renforcer la promotion commerciale afin d'améliorer l'accès aux marchés national et international.

C. Composantes/résultats

14. Composantes du programme. Le programme comprend trois interventions distinctes visant à favoriser le développement et l'accès aux marchés des grains andins et des fruits amazoniens et à renforcer les capacités des fournisseurs de

produits, notamment en soutenant la mise en place d'innovations, compte tenu de l'importance de la grande valeur nutritionnelle des graines et des fruits sélectionnés.

15. Composante 1: Accès aux marchés. La présente composante a pour objectif d'établir un lien durable entre la fourniture de graines andines et de fruits amazoniens et la demande effective des marchés intérieur et international, sur la base de processus de consultation et d'accords entre les acteurs publics et privés au sein de pôles de production.
16. Composante 2: Transformation et innovation. Cette composante vise à améliorer les capacités des producteurs et des fournisseurs et leur accès aux innovations pour garantir la fourniture de matières premières de qualité, ainsi que les capacités des entreprises dynamisatrices de la zone d'intervention, et pour créer de la valeur ajoutée, promouvoir l'introduction de technologies et accroître les capacités de production sur la base de la diversification dans les produits de grande valeur nutritionnelle identifiés. Les activités prévues au titre de cette composante sont les suivantes: i) renforcer les capacités des fournisseurs de produits; ii) soutenir la transformation des produits pour créer de la valeur ajoutée et contribuer à la durabilité environnementale; et iii) faciliter l'innovation concernant les produits et le transfert de technologies.
17. Composante 3: Administration et gestion. Cette composante a pour objet la fourniture des ressources nécessaires à la bonne exécution du programme, y compris le recrutement du personnel, le financement des dépenses de fonctionnement, l'achat du matériel, des véhicules et des fournitures, ainsi que le financement d'un système de planification, de suivi-évaluation (S&E) et de gestion des savoirs, d'études de référence et d'audits annuels. Elle finance en outre les événements organisés pour échanger les savoirs avec d'autres programmes au niveau national et international, ainsi que la participation des parties prenantes nationales, régionales et locales à une prise de décisions transparente.

Exécution du programme

A. Approche

18. L'approche principale du programme comprend: le développement des capacités entrepreneuriales de la population cible; la mise en relation des producteurs primaires avec les acteurs des processus de transformation, sur la base de rapports formels et transparents; la création de valeur ajoutée; et la promotion des vertus nutritionnelles de certains fruits amazoniens et graines andines au moyen de liens durables avec les marchés national et international.
19. Le programme vise à consolider ou développer les marchés existants par l'innovation dans les aliments transformés et autres produits dérivés, la fourniture d'une assistance concernant les marques, l'appellation d'origine, le commerce équitable, l'information sur les marchés, la promotion commerciale, l'adaptation de normes spécifiques, la recherche sur l'innovation et la traçabilité. Il entreprendra aussi des actions transversales par exemple sur la gestion du risque agroclimatique, les campagnes en faveur d'une alimentation saine et diversifiée, la gestion des savoirs et la diffusion de l'information par le biais des moyens de communication de masse.
20. Le programme ne soutient pas la production primaire. Celle-ci fait déjà l'objet d'autres programmes en cours d'exécution, financés par le FIDA, la Banque mondiale, la Banque de développement de l'Amérique latine et la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse. Le programme complétera ces actions en aval de la filière, à partir du stade après-récolte. Des accords initiaux ont été conclus avec la Banque mondiale, tandis que les éléments du programme relatifs à la concertation garantiront la complémentarité.

B. Cadre organisationnel

21. Le programme, d'une durée de six ans, relèvera du MDPEP, qui en est le principal organisme d'exécution. Les opérations seront mises en œuvre sous la responsabilité d'une unité d'exécution du programme (UEP) dotée de capacités techniques, administratives et financières adéquates et soutenue par les services administratifs et juridiques du MDPEP. L'UEP comprendra: i) un coordonnateur national du programme; ii) un responsable du S&E; iii) un responsable des accords relatifs à la production et au commerce, et des plateformes; iv) un responsable de l'innovation et la transformation; et v) un responsable de l'administration. Le programme recrutera des spécialistes en matière de nutrition, d'égalité entre les sexes et de communication, ainsi que du personnel de soutien technique et administratif. S'agissant de l'exécution des activités du programme, il est prévu de mettre en place trois bureaux régionaux dotés de personnel spécialisé, implantés à Potosi, Oruro et Sucre, et de recruter des responsables techniques régionaux et des agents chargés des liaisons techniques pour les bureaux régionaux de Cobija et Riberalta. En outre, chaque bureau régional comprendra un gestionnaire des accords et un chauffeur messenger.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

22. La planification du programme comprendra l'établissement de plans de travail et budgets annuels (PTBA), conformément aux directives du Ministère de la planification du développement, et s'intégrera dans les plans annuels du MDPEP. Le manuel des opérations du programme, qui sera élaboré dès le départ, donnera des instructions détaillées sur l'établissement et l'approbation des PTBA.
23. Le S&E, fondé sur le cadre logique du programme, sera exécuté de façon à promouvoir la participation active de toutes les parties prenantes du complexe productif, afin de recueillir des informations sur les produits, les effets et l'impact. Un comité de S&E, chargé de définir les orientations, sera créé. Les principales activités de S&E comprendront l'élaboration d'une étude de référence et d'un examen à mi-parcours ainsi que l'élaboration du rapport d'achèvement du programme.
24. Le programme tendra à dégager, partager et diffuser des savoirs afin de contribuer: i) à développer les capacités de participation des familles; ii) à favoriser l'apprentissage à l'échelon ministériel, départemental et municipal du gouvernement; et iii) à formuler des politiques nouvelles et à adapter des normes publiques spécifiques. Une attention particulière sera accordée à la récupération et à la reconnaissance des savoirs ancestraux, en tenant compte des différentes cultures existant dans la zone d'intervention. Le programme diffusera ses résultats et ses réalisations en tirant profit des technologies existantes, telles que les moyens audiovisuels, les sites web et les nouvelles technologies de l'information et des communications.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

25. La gestion financière du programme sera confiée au MDPEP, par l'intermédiaire de l'UEP, qui sera dotée d'une autonomie de gestion, avec un appui administratif, financier et juridique de la part du MDPEP. Selon l'évaluation effectuée durant la conception, le risque fiduciaire global du programme proposé est considéré comme moyen.
26. Flux de fonds. Le Ministère du développement productif et de l'économie plurielle ouvrira, dans le compte unique de la Trésorerie auprès de la Banque centrale de Bolivie, un compte subsidiaire libellé en dollars des États-Unis, qui sera le compte désigné exclusivement pour la réception des fonds provenant du prêt du FIDA, ainsi qu'un compte subsidiaire de conversion en monnaie locale. De plus, le Ministère du développement productif et de l'économie plurielle ouvrira un ou plusieurs comptes

en monnaie locale pour recevoir les fonds de contrepartie, qui seront demandés et mis à disposition à l'avance chaque trimestre, conformément aux prévisions des PTBA.

27. Passation des marchés. Les marchés de biens, travaux et services destinés à être financés par le programme seront exécutés conformément à la réglementation de l'emprunteur visant la passation des marchés, dans la mesure où elle sera conforme aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets. Toutes les procédures de passation des marchés et des contrats seront définies dans le plan annuel de passation des marchés, en utilisant le portail numérique du MDPEP.
28. Comptabilité et audit. Un système de comptabilité informatisé, conçu en fonction des besoins du programme, sera utilisé pour l'enregistrement et le contrôle des activités du programme, et pour l'établissement des états financiers. Les comptes et états financiers annuels du programme seront soumis à un audit indépendant exécuté par un auditeur externe agréé par le Fonds et le Contrôleur général de l'État, sur la base d'un mandat agréé et conformément aux Normes internationales d'audit et aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Tous les comptes du programme seront audités, y compris ceux relatifs au financement du FIDA et aux fonds de contrepartie. Le rapport d'audit sera présenté au FIDA dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice financier.
29. Gouvernance. Des principes de bonne gouvernance, de transparence et de participation seront convenus avec toutes les parties prenantes. Le manuel des opérations du programme prescrira des procédures conformes à la politique anticorruption² du FIDA ainsi qu'aux normes nationales en matière de transparence, de bonne gouvernance et d'éthique en vigueur dans l'administration publique.

E. Supervision

30. Le programme sera supervisé directement par le FIDA conformément à sa Politique en matière de supervision et d'appui à l'exécution³, en étroite coordination avec le MDPEP en sa qualité de principal organisme d'exécution. La supervision évaluera le degré de réalisation des objectifs fixés, l'exécution financière et la qualité de la gestion financière, le suivi des engagements et l'application des dispositions de l'accord de financement et des instructions figurant dans le manuel des opérations du programme.

Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

31. Le coût du programme s'élève au total à 27,6 millions d'USD, répartis comme suit: composante 1 – accès aux marchés: 9,9 millions d'USD (35,8%); composante 2 – transformation et innovation: 13,0 millions d'USD (47,3%); et composante 3 – administration et gestion: 4,7 millions d'USD (16,9%).

Tableau 1

Coût du programme ventilé par composante et par source de financement

(En milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Accès aux marchés	8 308	84,0	234	2,4	1 346	13,6	9 887	35,8
2. Transformation et innovation	8 294	63,6	1,250	9,6	3 502	26,8	13 044	47,3
3. Administration et gestion	4 399	94,2			269	5,8	4 667	16,9
Total	21 000	76,1	1 484	5,4	5 115	18,5	27 599	100

² www.ifad.org/documents/10180/03ad6153-ff02-453f-9286-5f70c3904014

³ www.ifad.org/documents/10180/d149524c-aeaa-4663-957e-bf6bae4ad5

B. Financement du programme

32. Le programme sera financé par: le FIDA, pour un montant total de 21 millions d'USD (76,1% du coût total); le gouvernement, soit 2,1 millions d'USD (7,5%); les collectivités municipales, soit 1,9 million d'USD (7,0%); les collectivités départementales, soit 1,1 million d'USD (4,0%); et les bénéficiaires, soit 1,5 million d'USD (5,4%), réglés en partie en espèces, en partie en nature.

Tableau 2

Coût du programme ventilé par catégorie de dépenses et par source de financement (En milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Dons et subventions	9 127	64,8	1 363	9,7	3 593	25,5	14 082	51,0
2. Formation	4 777	84,7	120	2,1	741	13,1	5 637	20,4
3. Services consultatifs	2 212	84,0			421	16,0	2 634	9,5
4. Matériel et fournitures (y compris les véhicules)	1 400	84,0			267	16,0	1 667	6,0
5. Dépenses de fonctionnement (y compris les traitements)	3 484	97,4			95	2,6	3 579	13,0
Total	21 000	76,1	1 484	5,4	5 115	18,5	27 599	100

C. Résumé des avantages et analyse économique

33. L'exécution du programme devrait bénéficier à 13 000 familles associées (autochtones et paysannes), avec un taux d'adoption de 85% (sur la base de l'expérience antérieure dans le pays). Les bénéfices prévus sont les suivants: l'accroissement des ressources physiques des associations bénéficiaires; une alimentation plus diversifiée pour les femmes et les enfants; et la conclusion d'accords de production et de commerce entre les associations bénéficiaires et les entreprises dynamisatrices. Cette intervention entraînera une augmentation à long terme des ressources et des revenus des familles. Les investissements prévus par le programme permettront de réduire les pertes pendant et après la récolte, et d'améliorer la qualité des produits issus des pôles de production sélectionnés.
34. L'analyse économique montre que le programme est financièrement viable à un horizon de 10 ans, avec un taux de rentabilité interne allant de 24% à 87%, donc supérieur au taux d'intérêt bancaire actuel de 13%, et une valeur actuelle nette allant de 396 USD à 3 854 USD. Le programme est également viable sur le plan économique avec un taux de rentabilité interne économique (TRIE) de 30,87%, un bénéfice additionnel net de 12,34 millions d'USD et un rapport coût-bénéfice de 1,51. L'analyse de sensibilité a porté sur les variables indépendantes suivantes: i) les fluctuations de prix, les rendements et les taux d'adoption; ii) l'augmentation des prix du matériel et des machines; iii) l'absence de pouvoir de négociation des associations; iv) la faiblesse des services de vulgarisation et de l'adoption de pratiques après-récolte appropriées; et v) les événements climatiques susceptibles d'avoir un effet négatif sur la production en termes quantitatifs et qualitatifs. Cette analyse montre que la faisabilité économique du programme est sensible à la baisse des prix: une chute de 10% a pour résultat un TRIE de 13,28%. Une réduction de 20% des bénéfices fait tomber le TRIE à 20,29%.

D. Durabilité

35. La durabilité du programme sera assurée: par le renforcement des capacités des petits producteurs; par la promotion d'accords de production et de commerce; et par la création d'un environnement favorable au développement d'entreprises inclusives contribuant à réduire la faim et la pauvreté. Elle sera assurée en outre par le soutien du partage des savoirs et de l'information entre les acteurs

participant aux processus de développement rural dans le cadre d'une approche territoriale du développement. De plus, le programme contribuera à soutenir le capital social des fournisseurs au sein des filières par le biais d'un processus de co-création et de participation à l'intérieur du complexe de production, dans le but de dégager une vision commune des améliorations à réaliser dans l'avenir. Les interventions du programme autonomiseront aussi les groupes bénéficiaires, assurant ainsi la durabilité sociale par le renforcement des capacités des femmes, des jeunes et des peuples autochtones. Le renforcement de la confiance en soi, grâce à la formation et aux échanges d'expérience, sera essentiel dans le cadre des efforts entrepris en faveur de la durabilité. La stratégie de retrait du programme sera formulée après l'examen à mi-parcours et compte tenu des données issues du système de S&E du programme sur les questions d'institutions, d'environnement, de résilience face au changement climatique et de durabilité du capital social.

E. Identification et atténuation des risques

36. L'exécution du programme comportera un certain nombre de risques modérés:
 - i) survenue d'événements climatiques tels qu'inondations, grêle, sécheresses, gel et incendies, susceptibles d'entraîner une baisse des rendements des produits retenus et donc de l'approvisionnement en matières premières des transformateurs et des marchés; ii) la vulnérabilité des écosystèmes résultant de l'accroissement de la production et de la récolte de certains fruits et graines; iii) le manque d'infrastructures routières dans les communautés productrices, pesant sur les coûts de production; iv) l'éventualité de doubles emplois avec les efforts des autres donateurs intervenant dans les deux zones; v) la difficulté de mobiliser des ressources auprès des collectivités infranationales; et vi) le manque de transparence sur la qualité des produits biologiques en raison de l'absence de protocoles de traçabilité.
37. Les mesures d'atténuation prévues sont les suivantes:
 - i) coordonner les interventions avec d'autres programmes ministériels et les efforts déployés dans le domaine de l'assistance technique et de l'investissement dans la production primaire. Cela contribuera à la gestion du risque grâce à la formation aux problèmes environnementaux et à la résilience face au changement climatique, permettant ainsi aux petits producteurs de s'organiser, d'adopter des mesures de prévention et d'avoir accès à des programmes d'assurance agricole; ii) lors de l'élaboration des études de faisabilité des pôles de production, prendre en considération le point d'équilibre environnemental des volumes durables d'approvisionnement dans les zones du programme, tout en promouvant des stratégies et des pratiques pour la production primaire sur la base de plans de gestion efficaces et viables; iii) faciliter les efforts en cours concernant la recherche d'accords de coopération complémentaires entre donateurs; iv) promouvoir les efforts concertés avec les collectivités locales pour donner la priorité aux investissements productifs, par exemple dans l'irrigation et l'amélioration des routes; et v) prévoir des mesures pour assurer que des paramètres de certification et de traçabilité figurent dans les plans d'activité.
38. L'indice de perception de la corruption de Transparency International a classé le pays à la 113^e place sur les 176 pays évalués en 2016, avec une note de 33 (en recul par rapport à 2015, où elle était de 34). La dernière évaluation des dépenses publiques et de la responsabilité financière a relevé des faiblesses dans les domaines suivants: efficacité des contrôles des fiches de paie; efficacité des contrôles internes des dépenses autres que les traitements; qualité et ponctualité des états financiers annuels; et audit externe. En revanche, la performance en matière de crédibilité et de gestion budgétaires a été jugée acceptable. Le risque global inhérent à la gestion financière du pays a été considéré comme moyen.

Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

39. Le programme est cohérent avec les politiques du FIDA concernant le ciblage, l'égalité des sexes, la finance rurale, les entreprises rurales, les peuples autochtones, la gestion des savoirs, le développement du secteur privé, le changement climatique et l'évaluation.
40. En matière d'égalité des sexes, le programme promouvra les objectifs stratégiques du FIDA⁴ pertinents, à savoir: i) promouvoir l'autonomisation économique, en donnant aux femmes et aux hommes des zones rurales des opportunités égales de participer aux activités économiques rentables et d'en recueillir les bénéfices; ii) donner aux femmes et aux hommes la possibilité de s'exprimer sur un pied d'égalité et d'exercer une influence sur les institutions et les organisations rurales; et iii) parvenir à un équilibre plus équitable entre les femmes et les hommes dans le travail et dans la répartition des bénéfices économiques et sociaux.
41. L'évaluation sociale, environnementale et climatique conduite durant la formulation du programme a constaté que le programme contribuera à l'intégration et à la participation de la population rurale pauvre au développement de filières les reliant durablement à différents marchés. Les risques d'impact social et environnemental ont été considérés comme modérés, et ils seraient d'ailleurs atténués par les politiques et les bonnes pratiques institutionnelles, environnementales et climatiques existant au niveau national. L'évaluation a déterminé que le risque climatique était modéré bien qu'il existe actuellement des risques dans les deux zones d'intervention du programme, tels que les inondations et les incendies dans la région de l'Amazonie, ainsi que la sécheresse et le gel dans les hautes terres. Une analyse de la situation a révélé que les capacités de gestion des risques et de résilience face au changement climatique se développaient grâce à l'adoption de bonnes pratiques organisationnelles, agroécologiques et environnementales, contribuant ainsi à la réduction des risques identifiés.

B. Alignement et harmonisation

42. Le programme est aligné sur deux piliers du PDES: le pilier 1 – éradication de la pauvreté extrême et le pilier 6 – souveraineté et diversification de la production. Au titre du pilier 1, le PDES prévoit de réduire les inégalités et de fournir un ensemble de services aux enfants, aux adolescents, aux porteurs de handicap et aux personnes âgées, tout en aidant les quartiers et les communautés à fournir des services communautaires et en luttant contre le racisme, la discrimination et la violence envers les femmes. Le pilier 6 est également pertinent en ce qu'il vise à consolider une économie pluraliste et diversifiée tout en renforçant et en promouvant le plein potentiel des territoires et de leurs habitants. À cette fin, le PDES prévoit dans son ensemble: i) de promouvoir la diversification de la production en l'orientant clairement vers la création de plus de valeur ajoutée; ii) de développer une économie créative et durable allant au-delà de l'utilisation et de la transformation des ressources naturelles; et iii) d'intégrer les produits boliviens au marché intérieur, de remplacer les produits importés et de développer le potentiel d'exportation sur le marché international grâce à une production locale de qualité supérieure.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

43. L'exécution du programme promouvra et reproduira à plus grande échelle les innovations identifiées dans le COSOP axé sur les résultats⁵: i) en appliquant une approche globale des territoires et des pôles de production; ii) en mobilisant les ressources municipales et départementales dans le cadre de la législation en vigueur; iii) en renforçant les liens entre le système financier et le secteur de

⁴ www.ifad.org/documents/10180/6c7b7222-8000-48a3-982d-98eb973595b3

⁵ Document [EB-2015-116-R-12.pdf](#).

production rural, au moyen de produits financiers innovants adaptés aux besoins des familles rurales, dans le cadre d'une nouvelle législation; iv) en facilitant les partenariats public-privé; v) en soutenant l'innovation technologique parallèlement à la récupération et à la validation des savoirs ancestraux; et vi) en intégrant systématiquement et efficacement les jeunes et les femmes dans le processus de développement.

D. Participation à l'élaboration des politiques

44. La concertation avec les autorités nationales sera poursuivie et approfondie au niveau des ministères et des agences responsables du financement extérieur, de la planification et du développement rural en lien avec les projets et programmes actuels et passés. Elle promouvra la continuité des opérations dans le cadre de l'approche incluant les pôles de production liés aux marchés, la gestion des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique, avec un apport de ressources publiques à titre de cofinancement pour accroître les résultats et l'impact.

Instruments et pouvoirs juridiques

45. Un accord de financement entre l'État plurinational de Bolivie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
46. L'État plurinational de Bolivie est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
47. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

Recommandation

48. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'État plurinational de Bolivie un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à vingt et un millions de dollars des États-Unis (21 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement

Convenio de financiación negociado: "Acuerdos inclusivos en granos andinos y frutos amazónicos orientados a la transformación y comercialización para incrementar ingresos de pequeños productores (ASOCIOS)"

(Negociaciones concluidas el 24 de marzo de 2017)

Número del Préstamo: _____

Acuerdos inclusivos en granos andinos y frutos amazónicos orientados a la transformación y comercialización para incrementar ingresos de pequeños productores - ASOCIOS (el "Programa")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

El Estado Plurinacional de Bolivia (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Programa (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), las Disposiciones especiales (Anexo 3) y las Condiciones Generales del Fondo para la Financiación del Desarrollo Agrícola de fecha 29 de abril de 2009 y modificadas en abril de 2014 (las "Condiciones Generales"), las cuales se aplicarán al presente Convenio.
2. Las Condiciones Generales en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado que se establezca en las mismas.
3. El Fondo proporcionará un Préstamo al Prestatario (la "Financiación"), que el Prestatario utilizará para ejecutar el Programa de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. El monto del Préstamo es de veintiún millones de dólares de los Estados Unidos de América (USD 21 000 000).

2. El Préstamo se concede en condiciones combinadas y tendrá un plazo de reembolso de veinticinco (25) años, incluido un período de gracia de cinco (5) años a partir de la fecha de su aprobación por la Junta Ejecutiva del Fondo, y pagadero en 40 plazos semestrales.
3. El Préstamo estará sujeto al pago de intereses sobre el capital del Préstamo pendiente de reembolso a un tipo de interés fijo del 1,25%, además de un cargo por servicio del 0,75%, por año, pagaderos semestralmente en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo.
4. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el dólar de los Estados Unidos de América (USD).
5. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será el 1º de enero.
6. Los pagos del capital, los intereses y los cargos por servicio de la Financiación serán pagaderos cada 15 de marzo y 15 de septiembre.
7. El Prestatario, a través del Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural (MDPyEP), abrirá una Libreta en dólares de los Estados Unidos de América (USD) como Cuenta Designada para recibir exclusivamente los recursos del Préstamo FIDA, y una Libreta de Monetización en moneda local (Bs), en la Cuenta Única del Tesoro (CUT) en el Banco Central de Bolivia. La Cuenta Designada y la Cuenta de Monetización serán administradas por el Organismo Responsable del Programa.
8. El Prestatario proporcionará Financiación de contrapartida para el Programa por un monto total equivalente a aproximadamente cinco millones ciento quince mil cuatrocientos cuarenta dólares de los Estados Unidos de América (USD 5 115 440), consistiendo en aportes del Tesoro General de la Nación (USD 2 069 000) destinado al tema impositivo, Gobiernos Autónomos Departamentales (USD 1 102 800) y Gobiernos Autónomos Municipales (USD 1 943 640).

Sección C

1. El Organismo Responsable del Programa será el Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural (MDPyEP), que ejecutará el Programa a través de la Unidad Ejecutora del Programa (UEP).
2. De conformidad con la definición de "Parte en el Proyecto" contenida en la Sección 2.01 de las Condiciones Generales, se designa Parte en el Programa a la UEP.
3. Se llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Programa.
4. La Fecha de Terminación del Programa será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

El Fondo en su calidad de institución financiadora gestionará la contabilidad interna de la cuenta del Préstamo y los desembolsos del mismo y supervisará el Programa.

Sección E

1. Adicionalmente a los motivos previstos en las Condiciones Generales, se considera motivo para la suspensión del derecho del Prestatario a solicitar desembolsos conforme al presente Convenio que:

cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Programa haya sido objeto de enmienda u otra modificación sin el acuerdo mutuo con el Fondo, y éste haya determinado que tal enmienda o modificación ha tenido o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Programa.

2. Se considera que son condiciones generales adicionales previas para el retiro de fondos, adicionalmente a la prevista en las Condiciones Generales, las siguientes:

- a) que el Fondo haya dado su no-objeción al borrador del Manual de Operaciones del Programa;
- b) que la Cuenta Designada haya sido abierta;
- c) que el Coordinador y el Administrador del Programa hayan sido nombrados;
- d) evidencia de implementación del sistema contable informatizado y de gestión.

3. El presente Convenio está sujeto a ratificación por parte del Prestatario.

4. El Prestatario designa a la Ministra(o) de Planificación del Desarrollo como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales.

5. Se indican a continuación las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Ministra de Planificación del Desarrollo
Ministerio de Planificación del Via
Desarrollo
Avenida Mariscal Santa Cruz No. 1092
Edificio Ex COMIBOL
La Paz, Bolivia

El presente Convenio, de fecha _____, se ha preparado en idioma español en dos (2) copias originales, una (1) para el Fondo y una (1) para el Prestatario y entrará en vigor cuando el FIDA reciba el instrumento de ratificación, conforme a la Sección 13.01 de las Condiciones Generales.

ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA

(Representante Autorizado)
(nombre y título)

FONDO INTERNACIONAL
PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA

Presidente

Anexo 1

Descripción del Programa y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Programa

1. Población–objetivo. El grupo objetivo del Programa son productores/proveedores rurales organizados de campesinos e indígenas de los complejos productivos de granos andinos y frutos amazónicos que producen quinua, amaranto y cañahua, y aprovechan frutos amazónicos como la castaña, copuazu y asaí respectivamente, en el área del Programa.

2. Área del Programa. El Programa se focalizará en 20 municipios localizados en dos regiones: Amazonía y Altiplano-Valles: 7 municipios en la Región del Norte Amazónico (6 en el departamento de Pando y 1 en el departamento de Beni) y 13 municipios en la región del altiplano y valles (3 en el departamento de La Paz, 3 en el departamento de Oruro, 3 en el departamento de Potosí y 4 en el departamento de Chuquisaca).

3. Meta. Contribuir a mejorar las condiciones de vida de las familias productoras/proveedoras de granos andinos y frutos amazónicos con manejo sostenible y resiliente de los recursos naturales en el área del Programa.

4. Objetivo de desarrollo. El Programa persigue incrementar ingresos de pequeños productores/proveedores organizados estableciendo acuerdos inclusivos con empresas dinamizadoras de los complejos productivos priorizados en transformación y comercialización.

5. Componentes. El Programa se desarrollará a través de dos componentes operativos y un componente de gestión: i) Componente 1: Acceso a Mercados; ii) Componente 2: Transformación e Innovación; y iii) Componente 3: Administración, seguimiento y evaluación y gestión del conocimiento. Los mismos se describen a continuación.

Componente 1. Acceso a mercados

Objetivo. Conectar de manera sostenible la oferta de productos de granos andinos y frutos amazónicos a demandas efectivas de mercado nacional e internacional para incrementar las ventas e ingresos de los productores/proveedores, en base a procesos de concertación y acuerdos entre los “productores/proveedores organizados”, así como actores públicos y privados de los complejos productivos. El Programa enfatiza la construcción de acuerdos en condiciones de beneficios mutuos para los actores, donde los productores/proveedores accederán al fortalecimiento de capacidades de gestión comercial, acceso a mecanismos de certificación orgánica y otros; y las empresas accederán a innovaciones de productos, promoción comercial y asistencia técnica especializada (responsabilidad social y ambiental). Los principales instrumentos de apoyo serán estudios y estrategias comerciales y el diseño e implementación de los planes de negocio.

El componente desarrollará los siguientes subcomponentes: a) desarrollo de mercados por complejo productivo/rubro, b) promoción comercial de productos del acuerdo productivo-comercial y c) servicios estratégicos específicos y transversales.

Subcomponente A. Desarrollo de mercados por complejo productivo. Donde se desarrollara:

- i) Estudios y estrategia comercial por complejo productivo, el análisis integral por complejo productivo/rubro, es el punto de partida de la intervención del Programa;
- ii) Plataformas de concertación y articulación de actores, para facilitar el establecimiento de dos niveles de plataformas: una de nivel nacional y otra de nivel regional, para promover acuerdos estratégicos regionales de coordinación y complementariedad entre los diferentes actores de los territorios;
- iii) Encuentros de Actores para la Generación de Acuerdos Productivos y Comerciales, facilitará el encuentro de ofertantes y demandantes, una vez definidas las estrategias de desarrollo por complejo productivo y las específicas por producto;
- iv) Establecimiento de Acuerdos Productivos y Comerciales, apoyará en el establecimiento de los acuerdos, en función de las manifestaciones de interés surgidas en el Encuentro de Actores;
- v) Elaboración y evaluación de Planes de Negocio de Comercialización (PNC), apoyará con la elaboración de Planes de Negocio de Comercialización en función del Acuerdo Productivo-Comercial concretado entre los productores/proveedores y empresas dinamizadoras; y
- vi) Implementación de Planes de Negocio de Comercialización (PNC), para co-financiar la implementación de los PNC, enfocándose en el cierre de brechas para la comercialización, desde las Empresas hacia el Mercado, basados en estrategias de marketing.

Subcomponente B. Promoción comercial de productos del acuerdo productivo-comercial. Este subcomponente desarrollará las actividades identificados por las plataformas de concertación a nivel nacional y regional; con las siguientes actividades:

- i) Certificaciones de productos y procesos;
- ii) Ferias y ruedas de negocios para mercado nacional e internacional, y
- iii) Desarrollo de capacidades en negociación para inserción en compras estatales.

Subcomponente C. Servicios estratégicos específicos y transversales. Este subcomponente desarrollara las actividades identificados por las plataformas de concertación a nivel nacional y regional, inicialmente y tendrá las siguientes actividades:

- i) Servicios estratégicos específicos, que contribuirán a facilitar el acceso a mercados, con la elaboración de propuestas y mejoras a normas específicas para los complejos, apoyo a la obtención de denominaciones de origen, sellos o marcas territoriales de los complejos productivos y trazabilidad, gestión de información e inteligencia de mercados internos y externos, promoción comercial interna y externa de los complejos productivos; y
- ii) Servicios estratégicos transversales, a través del desarrollo de saberes y capacidades con enfoque de género, gestión de conocimientos y difusión de investigaciones e innovaciones existentes en los Complejos Productivos Priorizados (CPP), gestión de riesgos ambientales en coordinación con instancias del sector público y privado y, sensibilización, concientización y educación nutricional a través de la articulación con el Movimiento MIGA y otras instancias.

Componente 2. Transformación e innovación

Objetivo. Busca mejorar las capacidades y acceso a innovaciones de los productores/proveedores para garantizar la provisión de la materia prima de calidad y de las empresas dinamizadoras, que transformarán los productos y generarán valor agregado, diversificando productos diferenciados y/o de alto nivel nutritivo con identidad. Este componente desarrollará tres subcomponentes: a) Fortalecimiento de productores/proveedores organizados; b) Transformación con valor agregado y sostenibilidad ambiental; e c) Innovación de productos y transferencia de tecnología.

Subcomponente A. Fortalecimiento de productores/proveedores organizados. Se apoyará en:

- i) Apoyo para la obtención de certificaciones y registros sanitarios;
- ii) Capacitación y asistencia técnica a productores/proveedores organizados en post cosecha y gestión empresarial;
- iii) Fortalecimiento de la asociatividad para la comercialización y transformación, a través de capacitaciones y asistencia técnica a las organizaciones de productores/proveedores, respetando sus usos y costumbres, para desarrollar capacidades empresariales que mejoren su inserción en los mercados a través de procesos de acopio de materia prima, transformación, negociación y comercialización asociativa de los productos con valor agregado; y
- iv) Sensibilización y estimulación de dietas diversas y sanas para productores/proveedores;
- v) Acuerdos interinstitucionales multinivel para la producción primaria, medio ambiente y cambio climático, para asegurar que la producción primaria responda con más productividad, producción limpia, sostenibilidad ambiental, resiliencia climática, para lo cual, se coordinará con otras entidades y programas públicos y privados.

Subcomponente B. Transformación con valor agregado y sostenibilidad ambiental. Este subcomponente tiene previsto:

- i) Elaboración y evaluación de Planes de Negocio para Transformación (PNT), con el co-financiamiento en la elaboración de planes de negocio, planteándose tres tipos: a) Planes de Negocio Básicos para mejorar la provisión de materia prima para transformación, b) Planes de Negocio Intermedios son para mejorar niveles de pre transformación, c) Planes de Negocio Avanzados, con co-financiamientos para apoyar nuevas líneas de procesamiento, que involucren cambios en tecnologías, equipamientos, infraestructura y/o puesta en marcha;
- ii) Implementación de Planes de Negocio para Transformación, para co-financiar la implementación de los Planes de Negocio para Transformación, de acuerdo a los tres tipos de PNT priorizados;
- iii) Apoyo a la implementación de sistemas de gestión integrada y trazabilidad, apoyo financiero y de asistencia técnica para el establecimiento de normas de gestión, que incluyen las normas ISO, buenas prácticas de manufactura, responsabilidad social, responsabilidad ambiental, y de gestión comercial, en función de las exigencias de la demanda y de las capacidades de las empresas; y
- iv) Facilitación de servicios financieros para capital de operaciones e inversión.

Subcomponente C. Innovación de productos y transferencia de tecnología. Se prevé:

- i) Estudios e investigaciones de caracterización por complejo productivo priorizado;
- ii) Desarrollo de productos transformados. Se co-financiará investigaciones sobre innovaciones en alimentos procesados y derivados no alimenticios, para diversificar la oferta en función de las demandas identificadas; y
- iii) Asistencia técnica e intercambio de experiencias para mejorar procesos de transformación e innovación. Se apoyará a las empresas de transformación mediante rutas de aprendizaje para conocer experiencias nacionales e internacionales de mejores prácticas; con asistencia técnica provista por expertos; con cursos de capacitación con universidades en especialidades de procesamiento de alimentos y de productos industriales.

Componente 3. Administración, seguimiento, evaluación, y gestión del conocimiento

El Programa apoyará a la operativización de los dos componentes técnicos, su gestión administrativa y la gestión de conocimientos. Se consideran las siguientes actividades:

- i) Administración y gestión. El componente incluye la programación de recursos para la efectiva ejecución del Programa y contempla: a) costos recurrentes por la contratación del personal del Equipo Nacional del Programa con sede en La Paz y Equipos Regionales en Potosí, Sucre, Oruro, Cobija y Ríberalta; b) adquisición de materiales, equipos, vehículos y otros; y c) costos operacionales para la logística y apoyo administrativo, para el funcionamiento de las diferentes oficinas.
- ii) Seguimiento y evaluación. El Programa tiene previsto recursos para llevar adelante el seguimiento y la evaluación de la implementación de los componentes. La UEP será responsable de contratar los servicios externos para el Estudio de línea de base, medio término e impacto, que permitan contrastar los resultados que se vayan logrando en el período de ejecución; la adecuación de un sistema de seguimiento y evaluación integrada al sistema WARA del MDPyEP, auditorías externas, y fortalecimiento al equipo para la buena implementación del Programa, a través de talleres de planificación, seguimiento y evaluación, eventos de capacitación participativos y tomando muy en cuenta las experiencias y lecciones aprendidas. Además, se contará con los recursos necesarios para convocar a los actores locales que participarán de los comités que transparentaran las transferencias público – privados.

El Programa desarrollará planificaciones anuales, informes anuales para las diferentes instancias, mostrando los avances cuantitativos y cualitativos. Al finalizar el Programa se efectuará talleres de cierre donde se dará a conocer los resultados logrados.

- iii) Gestión de conocimiento, sistematización de experiencias y rutas de aprendizajes. Las actividades previstas buscan valorizar los activos de conocimientos y saberes existentes en el área del Programa de acuerdo a las regiones (amazonía y altiplano/valles), generando fortalezas, capacidades y competencias necesarias para aplicar y gestionar los procesos de implementación e innovación.

Además, el Programa realizara, la sistematización de casos cuyos resultados serán presentados en talleres con actores de los complejos productivos, actividades de fortalecimiento del Equipo del Programa y estudios específicos. Se efectuarán rutas de

aprendizaje y pasantías para aprender buenas prácticas de otras experiencias en temáticas de planes de negocio, equidad de género, cambio climático, en metodologías de seguimiento y evaluación participativos y otros necesarios durante la implementación del programa.

Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Programa

1.1. Designación. El Prestatario designa al Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural (MDPyEP) como Organismo Responsable del Programa.

1.2. Funciones. Las funciones principales del Organismo Responsable del Programa serán: i) incluir en su presupuesto anual, los requerimientos de los recursos del Programa y tramitar su aprobación ante el Viceministerio de Inversión Pública y Financiamiento Externo (VIPFE) y el Ministerio de Economía y Finanzas Públicas (MEFP), según corresponda; ii) ejecutar y supervisar la ejecución del Programa de acuerdo a los términos del convenio de financiación, las normas nacionales, el Manual Operativo (MOP) y las directrices del FIDA; iii) llevar a cabo la administración financiera-contable y las funciones de desembolso; iv) ejecutar las licitaciones y contrataciones; v) contratar auditores externos, en el marco de la normativa nacional (Contraloría General del Estado) y los principios de auditoría del FIDA para auditar las cuentas del Programa; vi) aprobar el Manual de Operaciones del Programa; y vii) aprobar los Planes Operativos Anuales del Programa (POA).

2. Unidad Ejecutora del Programa

2.1. Designación. Para la implementación del Programa, el MDPyEP designará una Unidad Ejecutora del Programa (UEP).

2.2 Composición. La UEP estará compuesta por Consultores de Línea, e integrada por un: a) Coordinador Nacional del Programa; b) Responsable de Acuerdos Productivos Comerciales y Plataformas; c) Responsable de Innovación y Transformación; d) Responsable de Administración; y e) Responsable de Seguimiento y Evaluación. Al mismo tiempo, se contratarán especialistas en: a) Comunicación; b) Género y Nutrición; y c) personal para el apoyo técnico y administrativo como establecido en el Programa. Para la implementación de las actividades del Programa se tiene previsto crear tres oficinas regionales ubicadas en: Potosí, Oruro, y Sucre, las cuales contarán con personal especializado, y se contratará a Responsables Técnicos Regionales, y enlaces técnicos para las oficinas regionales de Cobija y Riberalta. Además cada oficina regional contará con un Gestor de Acuerdos y con un Chófer Mensajero.

2.3 El Coordinador del Programa tendrá como responsabilidades: a) elaborar los POA; b) proponer las prioridades de financiamiento, c) efectuar las coordinaciones necesarias para cumplir con las metas; d) promover e impulsar el desarrollo de competencias; e) elaborar términos de referencia del personal; f) asegurar la presentación de informes de auditoría anual al FIDA en tiempo y forma; g) llevar el libro de inventario y manejo de activos fijos, registro de contratos; h) realizar las acciones necesarias para la ejecución del programa en el marco de la normativa vigente; y i) reportar información al FIDA y al MDPyEP según se requiera. Estas responsabilidades no son limitativas y podrán ser especificadas o ampliadas en el MOP.

2.4 Atribuciones. La UEP tendrá la responsabilidad directa de las actividades derivadas del Programa con autonomía de gestión, capacidad técnica, administrativa, financiera y jurídica para una idónea y eficiente ejecución.

2.5 Funciones. La UEP será responsable entre otras de: i) elaborar y ejecutar el plan operativo anual (POA) y de presupuesto de forma oportuna y eficiente; ii) realizar las modificaciones al POA y de presupuesto, previa aprobación de las autoridades competentes; iii) elaborar e implementar el Plan de Adquisiciones (PAC), gestionando las

partidas presupuestarias necesarias; iv) realizar los procedimientos de adquisición de bienes y la contratación de servicios en base a las normas de adquisiciones nacionales en compatibilidad con las Directrices del FIDA; v) preparar las solicitudes de desembolso que se presenten al FIDA; vi) controlar y obtener rendiciones de cuentas periódicas de las transferencias; vii) preparar los estados financieros y asegurar la presentación de informes de auditoría anual al FIDA en tiempo y forma; viii) llevar el libro de inventario y manejo de activos fijos, registro de contratos; ix) mantener y resguardar adecuadamente los archivos de documentación de sustento del Programa (pagos, rendiciones y procedimientos de contrataciones y adquisiciones); y x) realizar el seguimiento a la ejecución de las actividades de las oficinas regionales del Programa.

3. Comité de Seguimiento y Monitoreo (CSM)

3.1 El Comité de Seguimiento y Monitoreo será un mecanismo de coordinación con el propósito de realizar el seguimiento a la implementación del Programa, acompañamiento y evaluación de su gestión, cuyo funcionamiento se detallará en el MOP.

3.2 Composición. Este Comité estaría integrado por cinco miembros: un representante del MDPyEP quien lo presidirá, un representante del MDRyT, un representante del Ministerio de Medio Ambiente y Agua (MMAyA), FIDA como observador y el Coordinador Nacional del Programa que oficiará como secretario del Comité. Esta instancia se reunirá dos veces al año y extraordinariamente si fuese necesario. En caso de que otros cooperantes quieran participar con el Programa, estos serán incluidos en este Comité como observadores.

4. Comité de Evaluación de Planes de Negocio (CEP).

4.1 Es la instancia de evaluación de los Planes de Negocio de Transformación y Comercialización, cuya función será la de calificar y aprobar las propuestas presentadas por las organizaciones de los productores/proveedores y las empresas dinamizadoras, y estará compuesta por expertos nacionales y/o internacionales que son externos al Programa. El funcionamiento y composición se detallará en el MOP.

5. Manual de Operaciones del Programa (MOP).

5.1 El Programa se ejecutará conforme al presente Convenio y al MOP el cual establece las reglas operativas y administrativas, procedimientos y formatos para la ejecución del Programa por parte del Prestatario.

5.2 El MDPyEP preparará un borrador que incluirá, entre otros aspectos no limitativos: la estructura organizacional y las responsabilidades para la ejecución del Programa; definir la normativa y las responsabilidades de las partes adicionales del Programa en los procesos del ciclo de intervención metodológica, tomando en cuenta el diseño y las acciones definidas, para su implementación; normar relaciones entre las diferentes Partes adicionales del Programa responsables de la ejecución; y proveer el marco para el manejo administrativo y financiero del Programa. Entre otras cosas incluirá: los cargos requeridos para la UEP y los términos de referencia de los mismos, las modalidades de ejecución de los componentes, la organización del Programa, los arreglos de seguimiento y evaluación, el flujo de fondos que se pondrá a disposición de las Partes adicionales del Programa, los procedimientos de las adquisiciones y contrataciones, los sistemas de contabilidad, gestión y control financiero, la reglamentación para el funcionamiento del Comité de Evaluación y su composición, las bases de concursos y criterios para la selección, los techos de las transferencias y otros asuntos acordados por las partes.

5.3 La MDPyEP enviará el borrador del MOP al Fondo para su revisión, comentarios y emisión de su no-objeción.

5.4 Si fuera necesario, la UEP podrá proponer las modificaciones al MOP que se consideren oportunas aplicar durante la implementación y deberán ser aprobadas por el MDPyEP antes de ser sometidas para la no-objeción del FIDA.

6. En el cuadro que figura a continuación se presenta el resumen del presupuesto FIDA por componente:

COMPONENTES	Monto Total en USD
Componente 1. Acceso a mercados	
A. Desarrollo de mercados por complejo productivo	3 258 600
B. Promoción comercial de productos del acuerdo productivo y comercial	2 062 650
C. Servicios estratégicos específicos	2 986 640
Sub Total	8 307 890
Componente 2. Transformación e Innovación	
A. Fortalecimiento de productores/proveedores organizados	2 009 140
B. Transformación con valor agregado y sostenibilidad ambiental	5 787 650
C. Innovación de productos y transferencia de tecnología	496 750
Sub Total	8 293 540
Componente 3. Administración, seguimiento y evaluación y gestión del conocimiento	
A. Administración y gestión	3 837 690
B. Seguimiento y Evaluación	299 760
C. Gestión del Conocimiento	261 120
Sub Total	4 398 570
TOTAL GENERAL	21 000 000

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. Asignación de los recursos del Préstamo. a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos del Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en USD)	% Financiación excluyendo impuestos
I. Donaciones y subsidios	9 127 000	100%
II. Capacitación (incluyendo Talleres)	4 777 000	100%
III. Consultorías	2 212 000	100%
IV. Equipos y materiales (incluyendo Vehículos)	1 400 000	100%
V. Gastos operativos (incluyendo Salarios)	3 484 000	100%
TOTAL	21 000 000	

b) Los términos que se emplean en el cuadro supra se definen de la siguiente manera:

Donaciones y subsidios: incluye transferencias a las organizaciones de productores/proveedores y/o empresas dinamizadoras, para la ejecución de Planes de Negocio de Comercialización y de Transformación aprobadas, para el mejoramiento de la post cosecha, transformación, comercialización, asistencia técnica, obtención de certificaciones y registros sanitarios, entre otras.

Capacitación (incluyendo Talleres): incluye asistencia técnica, cursos y talleres, fortalecimiento de la asociatividad de los productores/proveedores, eventos de acuerdos interinstitucionales, plataformas de concertación, encuentro de actores para la generación de acuerdos productivos y comerciales, giras (intercambio de experiencias), jornadas de campo, ferias, ruedas de negocio, y otros eventos relacionados con los componentes del Programa, y posibles gastos justificados de viaje y viáticos de los participantes.

Consultorías: incluye la realización de diferentes servicios de consultoría (incluyendo firmas consultoras, consultores individuales u otros), para asistencia técnica, elaboración de planes de negocio en comercialización y para transformación, facilitación de servicios financieros, estudios e investigaciones, desarrollo de productos transformados, sistematización, seguimiento, evaluaciones, gestión del conocimiento, difusión del Programa, u otros que el Programa requiera, así como los costos de las auditorías.

Equipos y materiales (incluyendo Vehículos): incluye equipos de oficina y de computación, y vehículos para el Programa, así como muebles y compra de materiales y suministros.

Gastos operativos (incluyendo Salarios): incluye mantenimiento de equipo y de vehículos, seguros, y misceláneos de oficinas, entre otros, que se requieren para el funcionamiento de la UEP y de las oficinas regionales, así como los sueldos y beneficios (incluyendo seguros), y los gastos de viaje y viáticos del personal para actividades relacionadas con el Programa.

El detalle de estas definiciones se incluirá en el Manual de Operaciones del Programa.

2. Costos de puesta en marcha. Se autoriza el retiro de fondos por anticipado hasta un monto total equivalente a USD 100 000 para financiar gastos asociados con las Categorías III, IV y V, con el fin de cubrir los costos de puesta en marcha del Programa realizados después de la entrada en vigor del presente Convenio, pero antes de cumplirse las condiciones generales previas para el retiro de fondos (Sección E.2 del presente Convenio).

Anexo 3

Disposiciones especiales

1. De conformidad con la Sección 12.01 a) xxiii) de las Condiciones Generales, el Fondo podrá suspender, total o parcialmente, el derecho del Prestatario a solicitar retiros de fondos de la Cuenta del Préstamo si el Prestatario ha incumplido con la disposición establecida infra, y el Fondo ha determinado que dicho incumplimiento ha tenido, o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Programa.
2. Impuestos. La contrapartida del Prestatario cubrirá todas las contribuciones así requeridas por la legislación nacional y todas las tasas y derechos de importación en bienes, obras públicas y servicios adquiridos con cargo al Programa.

Logical framework

Jerarquía de Resultados	Indicadores					Medios de verificación			Supuesto
	Nombre	Línea base	Año 1	Medio-Termino	Al final	Fuente	Frecuencia	Responsable	
<p>Meta: Contribuir a mejorar las condiciones de vida de las familias productores/proveedores de granos andinos y frutos amazónicos con manejo sostenible y resiliente de los recursos naturales en el área del Programa</p>	<p>Incremento de activos del hogar en un 20% en relación a la línea base.</p> <p>Mejora en la diversidad de la dieta en mujeres (MDD-W⁶) en relación a la línea base.</p>	0%			20%	Línea Base Medio Término Eval. Final	Año 1, año 3 Año 6	Unidad de monitoreo y Seg de la UEP	
<p>Objetivo de desarrollo: Incrementar ingresos de pequeños productores/proveedores organizados estableciendo acuerdos inclusivos con empresas dinamizadoras de los complejos productivos priorizados en transformación y comercialización.</p>	<p>85% de 13 000 productores/proveedores organizados⁷ incrementan sus ingresos en 31% por mejoras en la postcosecha, acopio, transformación y comercialización de forma sostenible y resiliente en relación a la línea base como resultado de las actividades del Programa</p>	0%			85%	Línea Base Medio Término Eval. Final	Año 1, año 3 Año 6	Unidad de monitoreo y Seg de la UEP	<p>Condiciones favorables en el comportamiento de los mercados.</p> <p>Productores/proveedores acceden oportunamente a recursos financieros y no financieros.</p>
Componente I: Acceso a Mercado									
<p>Resultado 1. Acuerdos y planes de negocio comerciales inclusivos entre empresas públicas y privadas con organizaciones de pequeños productores/proveedores.</p>	<p>Resultado 1.1 Productores/ proveedores organizados incrementan sus ventas en 30% en relación a la línea base.</p>	0	5%	15%	30%	Informes de seguimiento incluyen registros de ventas.	Anual	UEP	<p>Condiciones favorables en el comportamiento de los mercados. Empresas dinamizadoras con ventas regulares en el mercado nacional e internacional. Promoción comercial, a nivel nacional e internacional, dinamiza la demanda. Gobierno central y gobiernos municipales, concretan compras de productos procesados, para los programas de alimentación complementaria escolar y subsidios.</p>
		0	7	7	7	Informes de seguimiento	Anual	UEP	Interés de participación de los actores en las Plataformas.
	Producto 2: Acuerdos productivos comerciales establecidos por rubro entre empresas dinamizadoras y organizaciones de productores/proveedores.	0	2	2	2	Informes de seguimiento	Anual	UEP	Interés de participación de los actores en las Plataformas.
	Producto 3: 30 planes de negocio implementados entre empresas dinamizadoras y organizaciones de productores/proveedores.	0	5	30	30	Informes de seguimiento y evaluación	Anual	UEP	Documentos elaborados en el primer año

⁶ Minimum Dietary Diversity for Women. Measurement guide at <http://www.fao.org/documents/card/en/c/57157ba0-91a7-4087-ab59-d922d7020cc2/>

⁷ Las 13 000 productores/proveedores son indígenas de los cuales 20% son jóvenes y 20% mujeres.

Jerarquía de Resultados	Indicadores					Medios de verificación			Supuesto
	Nombre	Línea base	Año 1	Medio-Termino	Al final	Fuente	Frecuencia	Responsable	
Producto 4: 6 acciones de promoción comercial -marketing ⁸ para posicionar los productos de los dos complejos en mercados nacionales e internacionales realizados.		0	1	3	6	Informes de seguimiento y evaluación	Anual		Expertos contratados en inteligencia de mercados.
Producto 5: 6 acciones de promoción y sensibilización implementados sobre alimentos seguros, saludables y soborosos y dietas diversas, incorporando los productos de los complejos.		0	1	3	6	Contratos de difusión. Registro de participantes en los eventos	Anual		Campañas con productos disponibles y diseñados por expertos en marketing para diferentes mercados
Componente II: Transformación e innovación									
Resultado 2: Organizaciones de pequeños productores/proveedores han mejorado sus sistemas de acopio y post-cosecha.	Resultado 2.1: 11 050 productores/proveedores organizados reportan un incremento en la entrega de materia prima producida de forma resiliente a las empresas dinamizadoras.	0	1 700	11 050	11 050	Informes de seguimiento. Documentos de entrega	Anual	UEP	Condiciones sociales, ambientales y climáticas estables. Vínculos de mercado establecidos con demanda regular.
Resultado 3. Empresas públicas y privadas han innovado procesos y productos transformados.	Resultado 2.2: 65 organizaciones y/o empresas dinamizadoras incorporan innovaciones en post cosecha y transformación.	0	10	65	65	Informes de seguimiento Reportes de volúmenes de producción.	Anual	UEP	Nichos de mercados que requieren productos diferenciados. Vínculos de mercado establecidos con demanda regular.
Producto 1: 65 organizaciones capacitadas en asociatividad respetando usos y costumbres, para una negociación transparente de planes de negocio para transformación con beneficio mutuo, sostenibilidad ambiental y , gestión de riesgos agroclimáticos; de los cuales 20% son liderados por mujeres y/o jóvenes.		0	10	45	65	Listas de participación. Informes de seguimiento y evaluación	Anual		Proveedores dispuestas a consolidarse y fortalecer sus organizaciones con enfoque de mercado Condiciones sociales, ambientales y climáticas estables.
Producto 2: 13 000 productores/proveedores capacitados en innovaciones tecnológicas de post cosecha y transformación, de los cuales 30% son mujeres y/o jóvenes.		0	2 000	13 000	13 000	Listas de participación. Informes de seguimiento y evaluación	Anual	UEP	Proveedores dispuestos a participar en los eventos de capacitación
Producto 3: 24 innovaciones desarrollados en transformación de productos en los complejos productivos.		0	0	18	24	Informes de los proyectos de innovación	Anual		Existe interés en los transformadores de innovar. Nichos de mercados que requieren productos diferenciados.
Producto 4: 65 planes de negocios para transformación con beneficios mutuos implementados en base de acuerdos productivos.		0	10	65	65	Informes de seguimiento y evaluación	Anual	UEP	Empresas dinamizadoras efectivizan las Compras a los proveedores, en base a los acuerdos productivos y comerciales. Condiciones favorables en el comportamiento de los mercados.
Producto 5: 8000 familias activamente participaron en actividades para diversificar y mejorar sus dietas familiares , revalorizando lo territorial, con la participación paritaria de hombres y mujeres, de los cuales al menos el 20% son jóvenes..		0	1 456	4 368	8 000	Informes de seguimiento y evaluación	Anual	UEP	Proveedores abiertos a cambiar sus hábitos alimenticios.

⁸ Ferias, ruedas de negocio, denominación de origen, sellos, trazabilidad, inteligencia de mercados y marca.

